

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
SERVICE MILIEUX ET RESSOURCES NATURELLES

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL
RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE RÉVISÉ
POUR LE NORD – PAS-DE-CALAIS**

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,
Préfet du Nord,
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet du Pas-de-Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la directive N°94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballage ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1 à L122-3-5, L221-1 à L221-6, L222-1 à L226-9 L511-1 à L517-2, R221-1 à R221-15 et R222-1 à R226-14 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L123-1 ;

VU le Décret du 8 avril 2011 portant nomination de monsieur Dominique BUR en qualité de préfet de la région Nord – Pas-de-Calais, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) ;

VU le Décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets ;

VU le décret n°2000-1196 du 6 décembre 2000 fixant par catégorie d'installations les limites de puissance des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité ;

VU le décret n°2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910-A (Combustion) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 août 1999 modifié relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en postcombustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2002 modifié relatif aux chaudières présentes dans une installation nouvelle ou modifiée d'une puissance supérieure à 20 MWth ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 modifié relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth autorisées ou modifiées à compter du 1er novembre 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;

VU l'arrêté inter-ministériel du 12 septembre 2006 modifié relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 modifié relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2003 relatif à l'approbation du plan de protection de l'atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques de l'agglomération de Dunkerque ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2007 relatif à l'approbation du plan de protection de l'atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques de Lille ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2010 relatif à l'approbation du plan de protection de l'atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques de Lens-Béthune-Douai ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 relatif à l'approbation du plan de protection de l'atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques de l'agglomération de Valenciennes ;

VU l'avis favorable des Conseils Départementaux de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis suite aux présentations des 16 avril 2013 (département du Nord) et 2 mai 2013 (département du Pas-de-Calais) dans le cadre de l'élaboration du PPA Nord-Pas-de-Calais ;

VU la consultation des collectivités qui s'est déroulée du 3 mai au 3 août 2013 ;

VU l'avis favorable émis par la commission d'enquête à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 octobre au 12 décembre 2013 ;

VU les règlements sanitaires départementaux du Nord et du Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 27 mars 2014 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère pour la région Nord – Pas-de-Calais ;

VU le rapport de la DREAL du 23 avril 2014 ;

VU les avis des Conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques les 20 mai 2014 (département du Nord) et 22 mai 2014 (département du Pas-de-Calais) ;

SUR proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais ;

ARRÊTENT :

Titre 1er : Dispositions générales

Article 1 : Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des communes de la région Nord – Pas-de-Calais à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et de la préfecture du Pas-de-Calais.

Article 2 : Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- « *Appareil de combustion* » : tout dispositif non mobile dans lequel les combustibles suivants : gaz naturel, gaz de pétrole liquéfié, fioul domestique, charbon, fiouls lourds ou biomasse, sont brûlés seuls ou en mélange, à l'exclusion des torchères et des panneaux radiants ;
- « *Biomasse* » : les produits suivants :
 - les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;
 - les déchets ci-après :
 - déchets végétaux agricoles et forestiers ;
 - déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;
 - déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;
 - déchets de liège ;
 - déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition ;
- « *Chaudière* » : tout appareil de combustion produisant de l'eau chaude, de la vapeur d'eau ou de l'eau surchauffée, ou modifiant la température d'un fluide thermique, grâce à la chaleur libérée par la combustion ;
- « *Combustible* » : les combustibles des chaudières au sens de la partie II du titre II sont ceux visés à la rubrique 2910-A de la nomenclature des installations classées ;
- « *Installation de combustion* » : tout dispositif technique, dans lequel des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite. On considère comme une installation de combustion unique tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même opérateur et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune. Pour les installations classées pour la protection de l'environnement dont l'autorisation initiale a été accordée avant le 1er juillet 1987, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune ;
- « *Puissance thermique nominale d'un appareil de combustion* » : la puissance thermique fixée et garantie par le constructeur, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée en marche continue, exprimée en kilowatts (kW) ou mégawatts thermiques (MW) ;
- « *Puissance thermique nominale totale* » : la somme des puissances thermiques nominales de tous les appareils de combustion unitaires qui composent l'installation de combustion sans préjudice du IV de l'article 3 de l'arrêté du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931, exprimée en mégawatts thermiques (MW). Lorsque plusieurs appareils de combustion qui composent l'installation sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément, la puissance de l'installation est la valeur maximale parmi les sommes de puissances des appareils pouvant être simultanément mises en œuvre ;
- « *Installation nouvelle* » : installation de combustion mise en service après la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs. Pour les installations soumises à déclaration, autorisation ou enregistrement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, il s'agit des installations dont le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation ou d'enregistrement est postérieur à la date de publication du

présent arrêté au recueil des actes administratifs des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais.

Lors de la modification ou de l'extension d'une installation de combustion ayant conduit au dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions relatives aux installations nouvelles s'appliquent aux parties modifiées ou agrandies des installations ;

- « Installation existante » : installation de combustion mise en service préalablement à la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais. Pour les installations soumises à déclaration, autorisation ou enregistrement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, il s'agit des installations dont le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation ou d'enregistrement est antérieur à la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais ;

- « Installation à durée de vie limitée » : installation relevant de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 ;

- « Combustible prépondérant » : combustible contribuant pour plus de 50 % de la consommation annuelle de l'installation en quantité de combustible consommé ;

- « Foyer ouvert » : une cheminée ou installation dont le foyer brûle librement le bois sans confiner la combustion pour en améliorer le rendement ;

- « Équipement individuel de combustion au bois » : les foyers ouverts, les inserts, les foyers fermés, les poêles, les cuisinières ou les chaudières (de puissance inférieure à 400 kW) utilisant de la biomasse comme combustible ;

- « Équipement performant » : un équipement qui répond à au moins une des conditions suivantes :

- dispose du Label Flamme Verte 5 étoiles,

- répond aux caractéristiques techniques équivalentes au label flamme verte 5 étoiles telles que définies dans la charte de qualité « flamme verte » appareils de chauffage indépendants au bois ou chaudières domestiques au bois et rappelées en annexe 2 ;

- « Covoiturage » : Le covoiturage est l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur non professionnel et un ou plusieurs passagers majeurs pour un trajet commun ;

- « Zone d'activités » : est appelée zone d'activités au sens du présent arrêté un secteur géographique présentant une activité économique et/ou commerciale majoritaire et regroupant plusieurs établissements.

Article 3 :

Les personnes et organismes locaux concernés par au moins une des mesures du plan de protection de l'atmosphère, selon l'article R222-14 du code de l'environnement, doivent fournir chaque année au Préfet de département, des informations sur les actions engagées, et dans la mesure du possible leur effet sur la réduction des émissions atmosphériques (PM10, PM2,5, NO2) et le gaz à effet de serre (CO2). Sauf indications différentes dans le présent arrêté, ces informations sont à adresser pour le 1er juillet de chaque année.

Titre II : Dispositions applicables aux installations de combustion

Partie I : Définitions

Article 4 :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par normal mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides (y compris la biomasse), de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion.

Article 5 :

Si une installation de combustion utilise alternativement plusieurs combustibles de nature différente, les valeurs limites d'émission qui lui sont applicables sont évaluées en se référant à chaque combustible utilisé.

Dans le cas d'une installation de combustion à foyer mixte impliquant l'utilisation simultanée de deux combustibles ou plus, la valeur limite d'émission de l'installation se définit comme suit :

$$VLE = \text{somme}(VLE_i \times P_i) / \text{somme}(P_i)$$

Où :

- VLE_i est la valeur limite d'émission pour le combustible « i » utilisé dans l'installation de manière simultanée. Elle est fixée par le présent arrêté et, pour des raisons d'homogénéité, est ramenée au pourcentage d'O₂ sur gaz sec du combustible majoritaire ;
- P_i est la puissance thermique délivrée par le combustible i.

Partie II : Dispositions relatives aux chaudières collectives et/ou industrielles

Section 1 : Champ et conditions d'application

Article 6 :

La présente partie II de l'arrêté s'applique aux appareils de combustion de type chaudière utilisant des combustibles visés à la rubrique 2910-A de la nomenclature des installations classées. En sont exclus les installations de combustion fonctionnant en cas de situation d'urgence et moins de 500 heures par an.

Section 2 : Installations de combustion de puissance supérieure à 400 kW et inférieure ou égale 2 MW

Article 7 : Installations de combustion utilisant de la biomasse

I – Pour les installations nouvelles

Ces installations respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :

- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale strictement supérieure à 400 kW et strictement inférieure à 1 MW : 75 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et strictement inférieure à 2 MW : 50 mg/Nm³ .

II – Les installations mises en service antérieurement à la date d'application du présent arrêté, respectent la valeur limite de rejet en poussières de 225 mg/Nm³ (à 6 % d'O₂).

Article 8 : Installations de combustion utilisant un combustible solide hors biomasse

Les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est strictement supérieure à 400 kW et strictement inférieure à 2 MW, et utilisant un combustible solide, hors biomasse, respectent, en tant que valeur limite de rejet en poussières, 225 mg/Nm³ (à 6 % d'O₂).

Article 9 : Installations de combustion utilisant du fioul domestique ou un autre combustible liquide

Les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est strictement supérieure à 400 kW et strictement inférieure à 2 MW, et utilisant du fioul domestique ou un autre combustible liquide, respectent, en tant que valeur limite de rejet en poussières, 225 mg/Nm³ (à 3 % d'O₂).

Article 10 : Installations de combustion utilisant du gaz naturel ou gaz de pétrole liquéfié

Les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est strictement supérieure à 400 kW et strictement inférieure à 2 MW, et utilisant du gaz naturel ou gaz de pétrole liquéfié, respectent, en tant que valeur limite de rejet en poussières, 225 mg/Nm³ (à 3 % d'O₂).

Article 11 :

Les dispositions de la présente section 2 de la partie II du titre II sont applicables au 1er janvier 2015.

Section 3 : Installations de combustion de puissance supérieure ou égale à 2 MW

Article 12 : Installations de combustion utilisant de la biomasse

I – Les nouvelles installations :

Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :

- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 50 MW : 30 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW : 20 mg/Nm³.

II – Les installations existantes :

Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :

- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 50 MW : 50 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW et strictement inférieure à 100 MW : 30 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 100 MW : 20 mg/Nm³.

Article 13 : Installations de combustion utilisant un combustible solide hors biomasse

I – Les nouvelles installations :

Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :

- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 20 MW : 50 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW et strictement inférieure à 50 MW : 30 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW et strictement inférieure à 300 MW : 20 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 300 MW : 10 mg/Nm³.

II – Les installations existantes :

Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 6 % d'O₂) :

- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 50 MW : 50 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW et strictement inférieure à 100 MW : 30 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 100 MW et strictement inférieure à 300 MW : 25 mg/Nm³ ;
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 300 MW : 20 mg/Nm³.

Article 14 : Installations de combustion utilisant du fioul domestique ou un autre combustible liquide

I – Les nouvelles installations :

- Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 3 % d'O₂) :
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 20 MW : 50mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW et strictement inférieure à 50 MW : 30 mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW et strictement inférieure à 300 MW : 20 mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 300 MW : 10 mg/Nm³.

II – Les installations existantes

- Elles respectent les valeurs limites de rejet en poussières (TSP) suivantes (à 3 % d'O₂) :
- pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 2 MW et strictement inférieure à 50 MW : 50 mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW et strictement inférieure à 100 MW : 30 mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale totale comprise supérieure ou égale à 100 MW et strictement inférieure à 300 MW : 25 mg/Nm³ ;
 - pour les installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 300 MW : 20 mg/Nm³.

Article 15 : Installations de combustion utilisant du gaz naturel ou gaz de pétrole liquéfié

Les installations existantes et les nouvelles installations respectent la valeur limite de rejet en poussières (TSP) (à 3 % d'O₂) de 5 mg/Nm³.

Article 16 : Meilleures techniques disponibles

Pour toute nouvelle installation d'une puissance supérieure ou égale à 50 MW utilisant du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, d'autres combustibles liquides ou des combustibles solides hors biomasse, les VLE applicables pour les poussières (TSP) sont inférieures ou égales aux valeurs basses de la fourchette des niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles.

Le Préfet de département peut déroger aux dispositions ci-dessus sur la base d'une étude technico-économique produite par l'exploitant et démontrant que le coût des modifications de conception et d'exploitation nécessaires sont disproportionnés au regard des bénéfices attendus pour l'environnement.

Article 17 : Dérogations

Toute installation bénéficiaire d'une dérogation en application de l'alinéa II de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth peut continuer à fonctionner dans les conditions fixées par son arrêté préfectoral jusqu'au 31/12/2015.

Le Préfet de département peut accorder une dérogation au respect des prescriptions ci-dessus pour les installations à durée de vie limitée d'une puissance supérieure à 20 MW sur la base d'une demande argumentée de l'exploitant.

Les installations de combustion utilisant des combustibles non visées au A de la rubrique 2910 ne sont pas soumises de droit aux dispositions des articles 12 à 15. Les valeurs limites sont fixées au cas par cas par le préfet de département dans le cadre de la procédure installations classées pour la protection de l'environnement au regard des meilleures techniques disponibles.

Article 18 : Date d'application

Les dispositions de la présente section 3 de la partie II du titre II sont applicables au 1er janvier 2015.

Section 4 : Surveillance des émissions de polluants

Article 19 :

Les exploitants d'installations fixes de combustion d'une puissance supérieure à 400 kW tiennent à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L226-2 du code de l'environnement les factures des combustibles ainsi que tous les documents permettant d'identifier la composition du combustible utilisé pendant une période minimale de trois ans.

Article 20 :

Les livrets de chaufferie des installations fixes de combustion d'une puissance supérieure à 400 kW sont tenus à la disposition des agents habilités en vertu de l'article L226-2 du code de l'environnement.

Article 21 :

Les rapports de contrôle des installations de combustion d'une puissance inférieure à 20 MW pour l'année n sont à envoyer à la Préfecture de département chaque année avant le 31 mars de l'année n+1.

Article 22 :

Les émissions de NOx et de poussières (TSP) des appareils de combustion d'une puissance unitaire supérieure à 2 MW, faisant partie d'une installation de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW, et utilisant comme combustible prépondérant un combustible solide ou liquide (y compris biomasse) sont mesurées en continu. Cette mesure s'applique à toutes les installations de combustion dont le fonctionnement n'est pas caractérisé par un régime constant : variabilité de la production, variabilité des combustibles utilisés.

Cette mesure permanente peut être remplacée par la mesure permanente d'un paramètre représentatif du fonctionnement de l'installation ou par une mesure périodique si les émissions caractéristiques de l'installation sont connues et peuvent être facilement déterminées par calcul pour assurer une surveillance continue des émissions.

Article 23 :

Pour les installations classées soumises à déclaration ou autorisation au titre de la législation des installations classées et les sites d'extractions minières visés par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, les seuils de déclaration des émissions polluantes définis en annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé, sont remplacés pour les établissements implantés en région Nord – Pas-de-Calais par les seuils suivants :

- oxydes d'azote (NOx) : 50 t/an,
- oxydes de soufre (SOx) : 70 t/an,
- poussières totales : 70 t/an,
- particules PM10 : 25 t/an.

Les seuils de déclaration sont fixés à 0 (annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié) pour :

- les installations de combustion de puissance unitaire supérieure à 20 MWth : NOx/NO2, TSP ;
- les installations d'incinération de déchets dangereux et non dangereux : NOx/NO2.

Article 24 :

Les 15 établissements régionaux à l'origine des plus importants rejets de poussières (TSP) dans l'atmosphère (hors sites dont la fin d'activité est prévue d'ici 2015) et relevant du régime de l'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement réalisent une caractérisation de la granulométrie des particules émises par leurs rejets canalisés. Cette action se traduit par la mise en place de campagnes de mesure des PM10 et PM2,5 et PM1 sur 3 années consécutives. Un bilan annuel sera transmis chaque année au préfet de département avant le 31 mars de l'année n+1.

La liste des établissements concernés définis à la date du présent arrêté figure en annexe 1 au présent arrêté. Cette

liste pourra être révisée chaque année par arrêté préfectoral en fonction de l'actualisation des émissions annuelles. Toute installation déjà soumise au présent article doit mener la campagne de mesures sur les 3 ans prévus, même si elle ne figure plus dans une liste postérieure à sa désignation.

Article 25 :

Les dispositions de la présente section 4 de la partie II du titre II sont applicables à compter du 1er janvier 2015.

Partie III : Dispositions relatives aux équipements individuels de combustion du secteur résidentiel et tertiaire utilisant de la biomasse comme combustible

Article 26 :

Au sein de la région Nord – Pas-de-Calais, tout nouvel équipement individuel de combustion au bois installé dans une construction neuve ou en rénovation, ou installé en renouvellement d'un équipement existant, ou installée dans un foyer ouvert doit être performant.

Un appareil de combustion est dit performant s'il est labellisé Flamme Verte 5 étoiles ou s'il répond aux performances techniques équivalentes au label flamme verte 5 étoiles telles que définies dans la charte de qualité « Flamme Verte » appareils de chauffage indépendant au bois ou chaudières domestiques au bois et rappelées en annexe 2 au présent arrêté.

Les installations de moins de 100 kW utilisées dans l'artisanat ne sont pas visées par cette mesure, lorsque la combustion est liée à la recherche de qualités déterminées pour la production,

Les installations individuelles de combustion au bois ne sont pas visées par cette mesure si elles sont équipées de dispositifs de filtration qui affichent des performances supérieures à 80%.

Article 27 :

Les dispositions de la présente partie III du titre II sont applicables à compter du 01 septembre 2014.

Partie IV : Brûlage à l'air libre

Article 28 :

Les dérogations préfectorales pour le brûlage à l'air libre des déchets prévues dans les règlements sanitaires départementaux du Nord et du Pas-de-Calais ne peuvent être accordées que dans le cas de destructions de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux visés aux articles L251-8 et L251-14 du code rural et de la pêche maritime.

Titre III : Dispositions relatives aux transports

Article 29 : Zone d'activité

Les zones d'activités existantes sont mentionnées en annexe 3. Les zones d'activité rassemblant plus de 5 000 salariés seront précisées dans un arrêté préfectoral ultérieur.

Partie I : Plans de déplacements entreprises, administrations et établissements scolaires

Article 30 :

Les personnes morales de droit public ou privé disposant dans leur établissement, au 1er janvier 2016, de plus de 250 salariés lorsque l'établissement est situé en zone d'activité ou de plus 500 salariés lorsque leur établissement est situé hors zone d'activité mettent en place un Plan de Déplacement Entreprises (PDE) selon les modalités définies à l'annexe 4.

Au sens de cet article, le nombre de salariés à prendre en compte comprend l'ensemble du personnel d'un établissement, soit les Contrats à Durée Indéterminée, les Contrats à Durée Déterminée et les stagiaires.

Article 31 :

Les personnes morales de droit public ou privé disposant dans leur établissement de plus de 250 salariés et/ou élèves mettent en place, en fonction de leur activité, un Plan de Déplacement d'Administrations (PDA) ou un plan de Déplacement d'Établissements Scolaires (PDES) selon les modalités fixées en annexe 4.

Article 32 :

Les personnes morales mentionnées aux articles 30 et 31 ayant initié la réalisation d'un ou plusieurs PDE/PDA/PDES avant le 1er janvier 2014 mettent en conformité ces PDE/PDA/PDES avec les dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté dans un délai de 18 mois.

Article 33 :

Les personnes morales visées aux articles 30 et 31 peuvent fournir un PDE/PDA/PDES commun à plusieurs établissements. Elles peuvent également y associer d'autres personnes morales, visées ou non aux articles 30 et 31, disposant d'établissements à proximité.

Article 34 :

À compter de la date à partir de laquelle elles sont visées par l'obligation mentionnée aux articles 30 et 31 les personnes morales transmettent au Préfet de département :

- l'identité et les coordonnées de la personne chargée de piloter et de suivre la réalisation de cette obligation pour le 01 janvier 2016,
- le PDE/PDA/PDES conformément à l'annexe 4 et aux délais fixés dans l'annexe 4 du présent arrêté,
- puis annuellement, un bilan de la mise en œuvre de chaque PDE/PDA/PDES avant le 1er juillet de chaque année.

Article 35 :

L'obligation de la présente partie I du titre III s'applique à compter du 01 janvier 2016.

Partie II : Covoiturage

Article 36 :

Les personnes morales de droit public ou privé dont l'objet comprend la gestion ou l'animation de zones d'activité comprises dans une zone d'activités telle que définie dans le présent arrêté et comptant plus de 5 000 salariés,

- nomment un correspondant de la zone d'activité en concertation avec les responsables d'établissements présents sur la zone d'activité dans un délai de 6 mois à compter de la date d'application définie à l'article 38.
- réalisent un diagnostic des pratiques de déplacements des salariés de la zone d'activité dans un délai de 12 mois à compter de la date d'application définie à l'article 38 ;
- mettent à disposition des salariés de la zone d'activité une offre de covoiturage dans un délai de 18 mois à compter de la date d'application définie à l'article 38 ;
- adressent au Préfet de département un bilan du covoiturage sur la zone d'activité avant le 1er juillet de chaque année suivant la date d'entrée en vigueur de la présente mesure.

L'offre de covoiturage peut être commune à plusieurs zones d'activité voire être d'un secteur de portée géographique supérieure.

Article 37 :

Chaque personne morale ou publique responsable d'un établissement situé dans une zone d'activité, telle que définie dans le présent arrêté, de plus de 5 000 salariés doit :

- contribuer à l'étude de déplacement des salariés sur la zone ;
- prendre en compte le covoiturage (besoins, offres) dans son plan de déplacement entreprise.

Article 38 :

Les dispositions de la présente partie II du titre III s'appliquent à compter du 01 janvier 2016.

Partie III : Limitation permanente de vitesses

Article 39 :

Les limitations de vitesse prévues dans le plan de protection de l'atmosphère font l'objet d'arrêtés préfectoraux dédiés pris en application du code de la route.

Partie IV : Objectif de limitation des émissions atmosphériques dans les plans de déplacement urbains et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux

Article 40 :

Les Autorités Organisatrices des Transports Urbains (AOTU)/de la Mobilité (AOM) en charge des Plans de Déplacements Urbains (PDU) et les Établissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) en charge des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) des agglomérations de Boulogne, Calais, Douai, Dunkerque, Lens-Béthune, Lille et Valenciennes participent à la mise en œuvre du PPA dans leurs domaines de compétence.

Article 41 :

Les Autorités Organisatrices des Transports Urbains (AOTU)/de la Mobilité (AOM) en charge des Plans de Déplacements Urbains (PDU) et les Établissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) en charge des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) des agglomérations de Boulogne, Calais, Douai, Dunkerque, Lens-Béthune, Lille et Valenciennes comparent l'estimation de leurs émissions de PM10, PM2,5 et NOx dans leurs PDU ou PLUi à l'objectif défini à l'article 42.

Article 42 :

Pour les PDU ou PLUi valant PDU approuvés après le 01 janvier 2015, l'objectif suivant est défini pour chacun des trois polluants, oxydes d'azote (NOx), particules PM10 et particules PM2,5 :

$$\begin{aligned} & (\text{émissions du projet de PDU/PLUi à mi-parcours dans le domaine des transports}) \leq \\ & [\text{émissions transports du scénario (tendanciel + PPA)}] - X \\ & \text{avec } X \leq 10\% \text{ du scénario (tendanciel + PPA)} \end{aligned}$$

Pour les PDU ou PLUi valant PDU et approuvés avant le 1er janvier 2015, l'objectif suivant est défini pour chacun des trois polluants, oxydes d'azote (NOx), particules PM10 et particules PM2,5 :

$$\begin{aligned} & (\text{émissions du projet de PDU/PLUi 2020 dans le domaine des transports}) \leq [\text{émissions} \\ & \text{transports du scénario (tendanciel 2020 + PPA)}] - X \\ & \text{avec } X \leq 10\% \text{ du scénario (tendanciel 2020 + PPA)} \end{aligned}$$

Article 43 :

La valeur de la variable X mentionnée à l'article 42 sera fixée par un arrêté préfectoral ultérieur.

Article 44 :

Les PDU ou PLUi valant PDU approuvés après le 01 janvier 2015 sont rendus conformes à l'objectif défini à l'article 42 à l'échéance de la révision faisant suite à l'examen à mi-parcours des PDU/PLUi.

Les PDU ou PLUi valant PDU approuvés avant le 01 janvier 2015 sont rendus conformes à l'objectif défini à l'article 42 à l'échéance de révision des 10 ans des PDU/PLUi

Article 45 :

Les AOTU/AOM ou EPCI visées à l'article 40 mettent en place un dispositif de suivi des actions mises en œuvre et ayant une influence sur la qualité de l'air avec une évaluation dans la mesure du possible de leur impact sur la réduction des émissions de polluants dans l'air.

Les AOTU/AOM ou EPCI visées à l'article 40 transmettent chaque année avant le 1er juillet au préfet de département la mise à jour de ce suivi.

Titre V : Dispositions diverses

Article 46 :

En cas d'inobservations des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département met en œuvre les dispositions des articles L170-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 47 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées pénalement, sans préjudice de l'application d'autres sanctions, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre II du livre II du code de l'environnement et du titre I de son livre V.

Article 48 :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autres dispositions à caractère obligatoire prises au titre d'un autre texte législatif ou réglementaire.

Article 49 :

Le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, le préfet du Pas-de-Calais, les secrétaires généraux des préfetures du Nord et du Pas-de-Calais, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Nord – Pas-de-Calais et de chacun des départements de la région Nord – Pas-de-Calais. Il fera, en outre, l'objet d'une insertion dans deux journaux régionaux diffusés dans les départements de la région Nord – Pas-de-Calais.

ARRAS et LILLE, le 1^{er} juillet 2014.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint



Luc CHOUCHEKAEFF